

En vue de la tripartite

L'UEL rencontre le Premier ministre

Jean-Claude Juncker recevait hier au ministère d'Etat une délégation de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL). Le ballet des consultations bilatérales reprend ainsi suite à l'échec de la tripartite au mois d'avril. La culture du dialogue doit en effet être réamorcée: cet automne, une nouvelle réunion tripartite axée sur la compétitivité attend le gouvernement et les partenaires sociaux. Le patronat, qui n'a pas digéré la réunion du mois d'avril, pose ainsi ses conditions pour retourner s'asseoir à la table des négociations avec le gouvernement et les syndicats. S'il estime qu'il faut «moderniser» le dialogue social pour répondre à sa vocation d'instrument de crise, il pointe surtout ses propres griefs. «Les impôts ont été augmentés, une tranche indiciaire appliquée, le salaire social minimum doit être adapté en janvier et on apprend que les cotisations sociales pourraient être relevées, trop c'est trop!», fustige Michel Wurth. «Nous ne prendrons pas part aux discussions s'il cela ne débouche pas sur des solutions concrètes.» Autrement dit des solutions qui dopent la compétitivité des entreprises, sans alourdir les charges patronales. Sur les ondes d'RTL, le Premier ministre a pour sa part réitéré sa volonté d'aller de l'avant et régler la question de l'indexation. Avec ou sans les partenaires sociaux. «Si la culture du dialogue social ne nous permet pas d'avancer, les élus devront prendre leurs responsabilités. Le gouvernement ne peut pas être tributaire des syndicats et représentants du patronat. Il exposera alors sa façon de voir les choses au Parlement.»